

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 13/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE

Usine d'Estarac
31360 Boussens

Références : -
Code AIOT : 0006802544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE implanté Usine d'Estarac 31360 Boussens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale pluriannuelle visant à tester le plan d'opération interne (POI) d'exploitants Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées. Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site.

Un courrier électronique d'information ainsi que la date exacte de cette inspection ont été communiqués au Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), ainsi qu'au service interministériel régional des affaires civiles et économique de défense et de protection civiles

[SIRACED-PC] (Protection Civile) de la Haute-Garonne, le 5 décembre 2024, avec un relai vers les forces de l'ordre, leur demandant de ne pas intervenir dans cet exercice dédié uniquement au contrôle de la mise en application du POI par l'exploitant.

Dans le cas présent, l'exercice inopiné s'est déroulé le matin durant les heures ouvrées. Le site était en exploitation. L'exploitant n'a été informé ni de la date, ni du scénario de cet exercice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE
- Usine d'Estarac 31360 Boussens
- Code AIOT : 0006802544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'entreprise BASF produit sur ce site, à partir d'huiles végétales (colza, tournesol, soja, palme et palmiste), et notamment grâce à une unité d'hydrogénation, des alcools gras sous forme liquide ou solide, des esters méthyliques, de la glycérine et des esters de spécialité.

Le site fabriquait également des stérols. Cette production a fait l'objet d'une déclaration de cessation définitive d'activité fin 2023, actée par lettre préfectorale du 15 juillet 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Exercices de mise en œuvre du POI	AP Complémentaire du 07/05/2007, article 9.6.9.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	1 mois
10	Contenu POI : premiers prélèvements environnement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	4 mois
11	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
12	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)	Autre du 16/07/2013, article L.515-41	Sans objet
2	Mise à jour du POI	Autre du 24/09/2020, article R.515-100	Sans objet
5	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
7	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
8	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
9	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice inopiné a montré que les procédures en vigueur sur le site ont permis au personnel de définir rapidement la stratégie d'intervention à mettre en œuvre vis-à-vis du scénario testé ; son déploiement s'est avéré maîtrisé par le personnel. Le comptage du personnel présent a été réalisé dans un délai court au regard du nombre de personnes présentes sur le site lors de l'exercice (incluant les entreprises extérieures).

Quelques difficultés ou axes d'amélioration ont été relevés lors du débriefing réalisé avec l'exploitant à l'issue de l'exercice. Ces points, ainsi que des écarts relevés par l'inspection, ont donné lieu à 6 constats de faits avec suite. 1 demande sans constat de non-conformités (cf. point de contrôle n° 2) a également été formulée par l'inspection.

Une lettre de suite a été adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés dans le rapport.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Autre du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un plan d'opération interne [POI] dont la dernière version transmise à l'inspection date de mars 2021 (révision 13).</p> <p>Toutefois, l'exploitant dispose, sur son site, d'une version plus récente, actualisée à 3 reprises après 2021.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué être en train de finaliser une nouvelle actualisation du POI, et prévoit d'adresser cette version à l'inspection.</p> <p>Cette version actualisée (révision 15 - décembre 2024) a été transmise à l'inspection postérieurement à la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mise à jour du POI

<p>Référence réglementaire : Autre du 24/09/2020, article R.515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI du site a été actualisé en décembre 2024 (cf. point de contrôle précédent).</p> <p>Les documents modifiés sont listés. Toutefois, ce listing ne fait pas apparaître les raisons de ces évolutions apportées au POI. La compréhension du fonctionnement des installations gagnerait en clarté si la fiche 3 du POI précisait également les raisons des évolutions apportées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prendra en compte l'observation formulée par l'inspection sur la fiche 3 du POI (raisons des évolutions apportées), lors de la prochaine mise à jour du POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Exercices de mise en œuvre du POI

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/05/2007, article 9.6.9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Des exercices annuels sont réalisés, en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.
Constats : Selon les éléments présentés par l'exploitant lors de la dernière réunion du comité de suivi des sites [CSS] BASF et ANTARGAZ, qui s'est tenue le 22 novembre 2024, des exercices de mise en œuvre du POI sont réalisés plusieurs fois par an. Toutefois, les comptes rendus de ces exercices ne sont pas transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant adressera à l'inspection les compte rendus des exercices POI réalisés en 2024, accompagnés, le cas échéant, du plan d'actions associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention "exercice, exercice, exercice" à mentionner lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur, conditions météorologiques réelles, pas d'utilisation réelle de mousse en cas d'utilisation des moyens incendie : mise en eau uniquement), l'inspection a déclenché un exercice POI, dont le scénario n'était pas connu de l'exploitant. Le déroulé de l'exercice a été le suivant : <ul style="list-style-type: none"> • 09 h 13 : constat, par un témoin, d'un déversement (simulé) d'acide chlorhydrique (HCl) dans la cuvette de rétention du bac de stockage d'HCl situé à proximité du secteur « déminé » ;

- 09 h 40 : fin de l'exercice, suite à la réalisation de manœuvres permettant de faire cesser la fuite.

Le déroulé détaillé de l'exercice figure en annexe confidentielle du présent rapport.

L'exercice inopiné a montré que les procédures en vigueur sur le site ont permis de définir rapidement la stratégie d'intervention à mettre en œuvre vis-à-vis du scénario testé ; son déploiement s'est avéré maîtrisé par le personnel. Le comptage du personnel présent a été réalisé dans un délai court au regard du nombre de personnes présentes sur le site lors de l'exercice (incluant les entreprises extérieures).

Quelques difficultés ou axes d'amélioration ont, toutefois, été relevés lors du débriefing réalisé avec l'exploitant à l'issue de l'exercice :

- Choix du point de rassemblement du personnel, au regard de son implantation par rapport à la zone du sinistre ;
- Communication par talkie-walkie entre le directeur des opérations internes [DOI] et le chef d'intervention ;
- temps d'habillage avec la tenue étanche au gaz pour l'un des équipiers d'intervention ;
- mise en œuvre de la procédure à utiliser pour extraire l'état des matières stockées ;
- fiche d'alerte pompiers non renseignée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adressera à l'inspection le compte rendu qu'il a établi à l'issue de l'exercice, accompagné de son plan d'actions correctives.

L'exploitant devra prendre en compte les observations de l'inspection lors de ses prochains exercices POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Contenu POI : responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination

Constats :

La procédure de déclenchement de l'alerte est détaillée dans le POI sous forme d'un logigramme (Fiche 1B), commun au cas heures ouvrées et hors heures ouvrées.

Ce logigramme, ainsi que la fiche de fonction "coordinateur (fiche 6C), indiquent que le chef de quart peut déclencher le POI. La fonction coordination assurée par le chef de quart s'arrête dès que le DOI est opérationnel.

Le POI précise la liste des personnes pouvant occuper la fonction de DOI (Fiche 5L).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles
Constats : Le scénario d'accident testé lors de l'inspection POI inopiné fait l'objet d'une fiche d'intervention précisant la stratégie à retenir et les moyens minimum requis pour mettre en œuvre celle-ci (Fiche 303). L'inspection a pu constater que cette fiche, sous format plastifié, a été déroulée par le chef d'intervention lors de l'exercice inopiné. La stratégie définie et les moyens mis en œuvre ont été en adéquation avec les éléments de cette fiche d'intervention, à l'exception du choix du point de rassemblement du personnel. En effet, la fiche définit un périmètre minimal de sécurité, mais celui-ci n'a pas été pris en compte pour le choix du point de rassemblement du personnel. Cet écart a été signalé par l'inspection, ainsi que par l'exploitant lors du débriefing de l'exercice.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant renforcera la formation de son personnel sur les différents périmètres de sécurité définis dans le POI. Il intégrera, dans de prochains exercices POI, des scénarios lui permettant de s'assurer de la bonne prise en compte par son personnel, de ces périmètres pour la mise en œuvre des procédures d'urgence (définition du point de rassemblement, vérification des conditions météorologiques, etc.). L'exploitant adressera à l'inspection le plan d'actions envisagé pour répondre à ces demandes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte
Constats :

<p>Pour l'exercice, le PC de crise retenu par l'exploitant a été le PC n°1.</p> <p>Au regard des vues aériennes du site, le PC est en dehors du périmètre de sécurité fixé dans la fiche d'intervention (Fiche 303) associée au scénario testé.</p> <p>La sirène POI a été mise en œuvre lors de l'exercice. Il a pu être constaté que cette sirène était audible depuis l'endroit où les inspecteurs étaient positionnés (proximité du stockage d'acide chlorhydrique et PC de crise) ; il n'a pas été identifié de difficultés pour regrouper le personnel au point de rassemblement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contenu POI : information autorité PPI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été simulé une aggravation du sinistre pouvant conduire au déclenchement du PPI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Contenu POI : articulation avec SDIS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de plusieurs entrées pouvant être utilisées par le SDIS, en fonction de l'orientation des vents.</p> <p>Pour l'exercice, l'inspection a demandé à ce que les moyens du SDIS ne soient pas mobilisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Contenu POI : premiers prélèvements environnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023
Constats : Le POI du site a été mis à jour après le 1er janvier 2023. Il doit, d'ores et déjà, intégrer les dispositions réglementaires relatives aux premiers prélèvements environnementaux. S'agissant des prélèvements et des mesures dans l'air environnant, en cas de libération accidentelle sur le site, de substances susceptibles de générer soit des effets toxiques irréversibles en dehors des limites du site, soit des inconvénients fortes sur de grandes distances en dehors du site, le POI devra intégrer les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2020 relatives aux prélèvements et mesures dans l'air environnant : il comporte une fiche réflexe précisant l'organisation mise en place pour réaliser ces prélèvements. La pertinence des dispositions de cette fiche n'a pas fait l'objet d'un examen lors de la visite objet du présent rapport. En revanche, le POI ne comporte pas la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, incluant le cas échéant, les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.) et les dispositions envisagées pour procéder aux premiers prélèvements environnementaux associés à ces produits. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué être en train de travailler sur ce sujet. Le POI ne répond donc pas complètement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : BASF doit compléter son POI afin d'intégrer les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : État des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée :

<p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice POI inopiné, l'exploitant n'a pas été en mesure de mettre en œuvre la procédure du site permettant d'extraire l'état des matières stockées.</p> <p>L'exploitant a indiqué que, pour l'instant, 2 personnes du site sont formées à la mise en œuvre de cette procédure.</p> <p>A la suite du débriefing de l'exercice, l'exploitant a présenté à l'inspection les outils informatiques dont il dispose pour établir l'état des matières stockées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant engagera une action pour former davantage de personnel à la connaissance des outils disponibles sur le site pour extraire les états des matières stockées demandés à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2020.</p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection le plan d'actions envisagé pour répondre à cette demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : État des stocks synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. [...]</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf. point de contrôle précédent</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cf. point de contrôle précédent</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>